**MODELE A COMPLETER**

**NOM DE LA COLLECTIVITE**

**ARRETE PORTANT ATTRIBUTION D'UNE NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE (NBI)**

**POUR L’EXERCICE DES FONCTIONS DE**

**SECRETAIRE DE MAIRIE D’UNE COMMUNE DE MOINS DE 2000 HABITANTS**

Monsieur (ou Madame) …………

Le Maire *(ou le Président)* de.................... ,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°93-863 du 18 juin 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la NBI à certains personnels de la fonction publique territoriale, point 36 de l’annexe,

Vu le décret n° 2022-281 du 28 février 2022 relatif à la NBI des secrétaires de mairie des communes de moins de 2 000 habitants,

Considérant que Monsieur (ou Madame) ... titulaire (ou stagiaire) sur le grade de …………..., exerce les fonctions de secrétaire de mairie d’une commune de moins de 2 000 habitants depuis le ../../….*,*

Vu l’arrêté du ../../… portant attribution d’une NBI de 15 points pour l’exercice des fonctions de secrétaire de mairie d’une commune de moins de 2000 habitants.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

**A compter du** **2 mars 2022**, Monsieur (ou Madame) ..... bénéficie d'une bonification indiciaire de **30 points** d'indice majorés au titre des fonctions exercées.

**Article 2 :**

La bonification n'est plus versée si Monsieur (ou Madame)……….. cesse d'exercer les fonctions précitées. Elle l’est également si l’agent, placé en congé de longue maladie, est remplacé dans ses fonctions.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur)* et le comptable de la collectivité sont chargés chacun en ce qui le concerne de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’intéressé(e).

Ampliation du présent arrêté sera transmise

- Président du centre de gestion

- Comptable de la collectivité ou de l’établissement.

Notifié à l'agent le :../../… Fait à ………………..., le ../../….

Le Maire *(ou le Président)*

Nom prénom de l’agent Nom prénom de l’autorité

*Le Maire (ou le Président) certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.*

*Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l’application informatique télé-recours citoyen accessible par le biais du site* [*www.telerecours.fr*](http://www.telerecours.fr)*.*